

Antinucléaires : le tribunal condamne injustement

dimanche 1er avril 2007, par [BICHINDARITZ Manu](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2007).

Au départ, il y a l'immobilisme d'une justice qui se refuse à traiter une plainte déposée, en 2003, par l'association Tchernoblaye, contre la centrale nucléaire du Blayais (région bordelaise), centrale qui a fonctionné sans autorisation pendant plusieurs mois.

Le 27 octobre 2006, face à ces lenteurs, un rassemblement de protestation devant le tribunal de grande instance tourne, sous la pression des représentants de la justice et des forces de l'ordre, au jeu du chat et de la souris entre ceux-ci et, en particulier, deux militants antinucléaires de l'association - dont le porte-parole national du réseau Sortir du nucléaire, Stéphane Lhomme.

Il y a quelques jours, mercredi 21 mars, avait lieu le procès en correctionnelle de ces deux militants, accusés de violences commises envers un magistrat et envers les forces de l'ordre. Une centaine de personnes - des militants antinucléaires ou issus du mouvement social - se sont retrouvées devant le tribunal de Bordeaux, afin d'apporter leur soutien à Stéphane et Jean-Michel.

Parmi eux, se trouvaient Noël Mamère, maire Verts de la ville voisine de Bègles, et José Bové. Après leur prise de parole, pointant notamment l'opacité du dossier nucléaire français, un message de solidarité d'Olivier Besancenot a été lu, dénonçant l'industrie nucléaire, non seulement « *inutile, polluante et dangereuse* », mais aussi « *antidémocratique et autoritaire* ».

Le jugement est tombé quelques heures plus tard : 1 000 euros avec sursis pour les deux militants, ainsi que 450 euros ferme de dommages et intérêts pour l'un d'entre eux, accusé d'avoir commis des violences sur les policiers. C'est peu, mais c'est déjà trop, et appel va être fait de ce jugement.

Alors que, quatre ans plus tard, la plainte de Tchernoblaye traîne toujours, la justice a une nouvelle fois montré à quel point elle pouvait être expéditive concernant ceux qui refusent le lobby nucléaire et ceux qui font partie du mouvement social.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2196 du 8 mars 2007.